



PRESAO

Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest
West Africa Food Security Capacity Strengthening and Research Program

Résumé N° 4- 2011-08

Août 2011

Composante SRAI

Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa

Dynamique de la consommation alimentaire au Niger: principales tendances

Par:

Bilyamini EKADE (INS, Niger)

Harouna IBRAHIMA (DSA, Niger)

 **syngenta** fondation pour
une agriculture
durable



Les documents du PRESAO sont disponibles à <http://www.aec.msu.edu/fs2/presao.htm>

Le Niger est un grand pays sahélien enclavé dont près des deux-tiers sont désertiques. Sa population est très jeune et à forte prédominance rurale. Une large majorité de la population active est engagée dans le secteur de l'agriculture, principalement dans des exploitations familiales, de taille réduite, pratiquant une agriculture de subsistance, et dans l'élevage. Le secteur agricole, base de l'économie du pays est fortement dépendant de conditions climatiques difficiles, comportant des périodes de sécheresse récurrentes. La pauvreté est profonde et répandue, plus de 60% des Nigériens vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cette grande pauvreté structurelle, couplée à des déficits persistants de la production alimentaire, entraîne une grande vulnérabilité de la population aux chocs climatiques et économiques qui peuvent provoquer, comme ce fût le cas en 2005 et en 2010 de graves crises alimentaires. L'évolution de la production agricole au cours des vingt dernières années fait apparaître qu'une année sur deux est déficitaire. A l'issue de la campagne agricole 2004/2005 le déficit céréalier enregistré se chiffrait à environ 223000 tonnes. Cela fait suite à un début tardif et un arrêt précoce de la pluviométrie ainsi qu'une infestation acridienne massive. Tout ceci a donné lieu à la crise alimentaire. Sur le plan pastoral, la crise alimentaire s'est caractérisée par une sérieuse menace sur le cheptel se traduisant par une augmentation de la mortalité. La sécurité alimentaire ramène à une situation dans laquelle le disponible alimentaire par habitant reste encore limité, la quantité nutritionnelle de la consommation est souvent insuffisante, l'accès à l'alimentation n'est pas toujours assuré chez les couches défavorisées. La présente analyse repose sur les cas d'enquêtes quantitatives principalement celles de l'Enquête nationale sur le Questionnaire unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB-2005) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS).

Structure des dépenses de consommation

La structure des dépenses de consommation, au niveau national, fait ressortir une prédominance des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses non alimentaires. Ainsi, elles représentent 60,1% des dépenses totales de consommation contre 39,9% pour les non alimentaires. La crise alimentaire de 2005 a fait en sorte que les ménages ont orienté l'essentiel de leurs revenus dans la consommation, surtout des aliments, compte tenu d'une production alimentaire insuffisante ce qui a été à l'origine du volume élevé des importations alimentaires enregistré en cette période. Selon le milieu de résidence, les dépenses de consommation des ménages présentent une différence assez prononcée entre les milieux urbain et rural. Les dépenses alimentaires représentent 63,7% des revenus des ménages ruraux contre 49,4% pour ceux du milieu urbain. Si on considère les dépenses non alimentaires, on constate une situation inverse où le milieu urbain (50,6%) prédomine largement le milieu rural avec 36,3% des revenus total des ménages. Les 20% les plus pauvres disposent de 60,5% des dépenses alimentaires totales des ménages alors que les 20% les plus riches ont moins consommé avec 55,5%. Par contre, pour les dépenses non alimentaires, les 20% les plus riches ont plus dépensé que les autres catégories des ménages. Selon les régions, les ménages ont beaucoup dépensé dans l'alimentation avec des disparités variables. Les niveaux varient de 46,5% des revenus des ménages pour la Communauté Urbaine de Niamey à 65,8% pour ceux de la région de Tillabéry. Il est à souligner que, pour le cas spécifique de la région d'Agadez avec 57,3% des revenus pour les dépenses alimentaires totales, seul le milieu urbain a été enquêté durant l'opération de collecte de données compte tenu du climat d'insécurité qui régnait dans la zone rurale de la région.

Structure des dépenses alimentaires

La structure des dépenses alimentaires fait ressortir que le principal mode d'acquisition des produits alimentaires des ménages est l'achat des aliments. Plus de 72,5% des revenus des ménages sont concernés. L'autre mode d'approvisionnement en denrées alimentaires utilisé par les

ménages est l'autoconsommation avec 27,5% des revenus. Parmi les produits consommés, on note une prédominance du mil (35,5% des revenus) suivie par celle du riz (9,6%) et celle du sorgho (7,5%). Les céréales participent à hauteur de 58,5% du revenu total dans la consommation alimentaire des ménages. Aussi, la consommation de la viande a enregistré une proportion élevée (7,3% du revenu des ménages) suivie par celle des fruits et légumes (5,8%). Les produits alimentaires à fort apport nutritif tels que le poisson, le haricot et les produits laitiers sont moins consommés par les ménages. Les parts de revenu enregistrées sont respectivement de l'ordre de 0,4%, 1,7% et 4,3%. La part des céréales consommées représente 33,3% des revenus des ménages. Le mil constitue la céréale la plus consommée avec 17,9% du revenu, suivi par le riz (7,8%), le maïs (4,3%) et le sorgho (3,4%). Ces céréales sont toutes produites localement sauf le riz qui est en grande partie importé, compte tenu de sa production locale insuffisante comparée aux besoins. Les produits à haute valeur protéinique, comme la viande (5,7%), sont beaucoup prisés par nos populations. On note également une consommation élevée des fruits et légumes (3,4%), des huiles et autres oléagineux (2,5%) et des produits laitiers (2,5%). Cependant, il faut relever qu'il se pose avec acuité un problème d'accès à l'alimentation. Les inégalités d'accès sont plus prononcées en milieu rural qu'en milieu urbain. Le coefficient de Gini est de 0,32 et 0,26 respectivement.

Propension marginale à consommer des produits alimentaires

Comme il a été précisé plus haut, le régime alimentaire des ménages est essentiellement constitué de céréales. Ceci étant, sur une augmentation de 100 F de revenu des ménages, la part allouée toutes céréales confondues représente 33,3% du revenu des ménages au niveau national. Le mil constitue la céréale la plus consommée avec 17,9% de l'augmentation du revenu suivi par le riz (7,8%), le maïs (4,3%) et le sorgho (3,4%). Ces céréales sont toutes produites localement sauf le riz qui est en grande partie importé, compte tenu de sa production locale insuffisante comparée aux besoins. Les produits à haute valeur protéinique, comme la viande (5,7% de l'augmentation du revenu), sont beaucoup prisés par nos populations. On note également une consommation élevée des fruits et légumes (3,4% de l'augmentation du revenu), des huiles et autres oléagineux (2,5% de l'augmentation du revenu) et des produits laitiers (2,5% de l'augmentation du revenu). Il faut préciser que, pour les produits commercialisables comme le lait, dans la plus part des cas il est vendu sur les marchés et les recettes de la vente sont destinées à acheter des produits de grande consommation alimentaire des ménages comme les céréales. Aussi, les aliments nutritifs tels que le haricot (1,1%) et le poisson (0,2%) sont moins consommés par les ménages. Il y va de même pour certains produits de substitution comme le blé (1,6%) et les racines et tubercules (0,5%).

Insécurité alimentaire et inégalités d'accès à l'alimentation

Quant à l'insécurité alimentaire monétaire, elle touche plus de six ménages sur dix (63,8%). Cette insécurité alimentaire monétaire est très marquée en milieu rural (67,8%) qu'en milieu urbain (42,8%). L'incidence de la pauvreté a, quant à elle, été estimée à 62,1% selon le rapport sur le profil de pauvreté. L'analyse de l'insécurité alimentaire à travers les bilans alimentaires réalisés révèle une situation de déficit céréalier observé au cours des campagnes 2000/01, 2004/05 et 2009/2010. Au niveau des campagnes 2001/02, 2005/06 et 2007/08 règne une situation d'équilibre car un léger excédent est observé à ce niveau. Le pic est atteint avec la campagne 2008/09 qui a été une campagne exceptionnelle. La disponibilité brute per capita de céréales a varié entre 200 et 350 kg/pers/an au cours de la décennie qui s'achève. En rappel, les besoins céréaliers pour la consommation humaine sont de 231 kg/pers/an sur la même période. En conséquence, les trois (3) années déficitaires de la décennie contribuent inéluctablement à accumuler la sous alimentation et à creuser le cercle vicieux de la pauvreté.

Diversité de la diète

L'analyse de la composition moyenne de la diète au niveau des ménages fait ressortir les taux suivants: (i) 13% pour les protides ou protéines qui sont les éléments bâtisseurs de l'organisme, ce qui est inclus dans l'intervalle requis pour une alimentation optimale qui est de 11% à 15% ; (ii) 19% pour les lipides ou matières grasses ou grasses qui constituent une réserve d'énergie pour le long terme indispensable à l'entretien du système cardiovasculaire et du cerveau. Comme on peut aisément le relever, les nigériens sont sous alimentés de ce point de vue puisque la norme se situe entre 30% et 35% ; (iii) 68% pour les glucides ou sucres qui constituent la réserve d'énergie facilement disponible pour l'organisme. Ici, on constate une suralimentation puisque l'alimentation optimale recommande un taux de glucides compris entre 50% et 55%. En définitive, la diète du nigérien moyen est déséquilibrée. Ce déséquilibre est très prononcé pour les lipides (20% environ contre 30% à 35% requis). L'analyse du bilan alimentaire révèle que les besoins énergétiques du nigérien proviennent essentiellement des céréales, suivies des légumineuses, huiles végétales, viande, lait, légume et racines. Quant aux fruits, poissons et autres graisses animales, leur contribution reste dans une moindre mesure faible. Les besoins énergétiques sont essentiellement tirés du mil qui reste leader devant les autres céréales en procurant les quantités énergétiques les plus importantes représentant respectivement 59,6%, 66% et 67% du total des potentialités calorifiques de l'ensemble de la composante céréale pour les périodes 2005, 2006 et 2007. La participation du sorgho et du maïs reste non négligeable (plus de 10%). Quant aux riz, blé et les autres céréales, leur participation reste négligeable.

Structure des disponibilités alimentaires et leurs utilisations (TDI, TAS)

Le taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) sur la composante « céréales » montre une certaine progression durant la période 2005-06 à 2008-09, passant de 89,09 % à 93,95% en 2008-09. Le TAS pour la composante « riz » est passé de 11,66 à 31,68 durant les mêmes périodes. La TAS pour la viande est de 100%. Pour le lait et produit laitier, il est de 91,32 et 99,37 durant les campagnes 2005-06 et 2008-09. Le taux de dépendance sur les importations (TDI) sur la composante « riz » est demeuré stable autour de 88% entre 2005 et 2007 avant de baisser au niveau de 69% en 2008 à 2009.